

FAITS MARQUANTS

Avril 2009 / numéro 5

Ce bulletin d'information vous présente des statistiques exclusives sur la garantie des salaires et les activités de l'AGS dans le cadre des procédures collectives. Les principales évolutions chiffrées sont indiquées sur 12 mois glissants, c'est-à-dire les 12 derniers mois arrêtés à la fin du 4^e trimestre 2008 et le 1^{er} trimestre 2009, afin de fournir des résultats définitifs qui tiennent compte des délais nécessaires à la transmission des informations entre les différents intervenants des procédures collectives et à leur enregistrement.

Interventions AGS

La détérioration de la conjoncture économique s'est traduite en 2008 par une augmentation significative des défaillances d'entreprises, tous secteurs d'activité et toutes régions confondus. Les conséquences sociales et financières de ce phénomène se sont manifestées dès le second semestre pour s'accélérer au 4^e trimestre. En 2008, le nombre de bénéficiaires de la garantie AGS a augmenté de +12,9% et de +59,5% pour le seul 4^e trimestre. L'augmentation du nombre d'affaires ouvertes au titre de la garantie AGS en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire est de +10,6% sur l'année. Au vu des chiffres provisoires du 1^{er} trimestre 2009, comparés au 1^{er} trimestre 2008, cette tendance est confirmée en ce début d'année. De même, les données provisoires disponibles sur le nombre de procédures de sauvegarde suivent cette tendance avec 328 procédures ouvertes au 1^{er} trimestre 2009, soit une progression annuelle de +70%.

Equilibre financier menacé

Dans ce contexte de crise, le montant global avancé par l'AGS pour les 12 derniers mois s'élève à 1,588 milliard d'euros, soit une évolution annuelle supérieure de +16,4%. Le montant des récupérations suit une tendance inverse sur les 12 derniers mois avec une baisse sensible de -9,4%. Conséquence de cette situation : l'équilibre de trésorerie de l'AGS n'est pas atteint. Un conseil d'administration exceptionnel, réuni le 16 mars 2009, a décidé de maintenir le taux de cotisation AGS à 0,15% mais de l'appeler temporairement à 0,20% à compter du 1^{er} avril 2009. D'ores et déjà, il semble que cette augmentation ne sera pas suffisante pour assurer un retour à l'équilibre en fin d'année.

Thierry Méteyé
Directeur de la Délégation Unédic AGS

INDICATEURS

Dépenses et encaissements de l'AGS

Données au 1^{er} trimestre 2009
sur 12 mois glissants : du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009

■ MONTANT AVANCÉ :

1 588 M€ sur 12 mois glissants
+ **16,4%** d'évolution annuelle

■ MONTANT RÉCUPÉRÉ :

561 M€ sur 12 mois glissants
- **9,4%** d'évolution annuelle

■ BÉNÉFICIAIRES :

267 965 salariés sur 12 mois glissants
+ **34%** d'évolution annuelle

■ MONTANT DES COTISATIONS :

508 M€ sur 12 mois glissants

■ TAUX DE COTISATION : **0,15%**

Procédures collectives

Données au 4^e trimestre 2008
sur 12 mois glissants : du 1^{er} janvier au 30 décembre 2008

■ ÉVOLUTION DES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE :

706 procédures sur 12 mois glissants + **36,3%** d'évolution annuelle

■ ÉVOLUTION DES PROCÉDURES COLLECTIVES AVEC INTERVENTION DE L'AGS :

Liquidations judiciaires

13 067 affaires AGS ouvertes
sur 12 mois glissants
+ **10,4%** d'évolution annuelle

Redressements judiciaires

9 008 affaires AGS ouvertes
sur 12 mois glissants
+ **10,8%** d'évolution annuelle

AFFAIRES OUVERTES

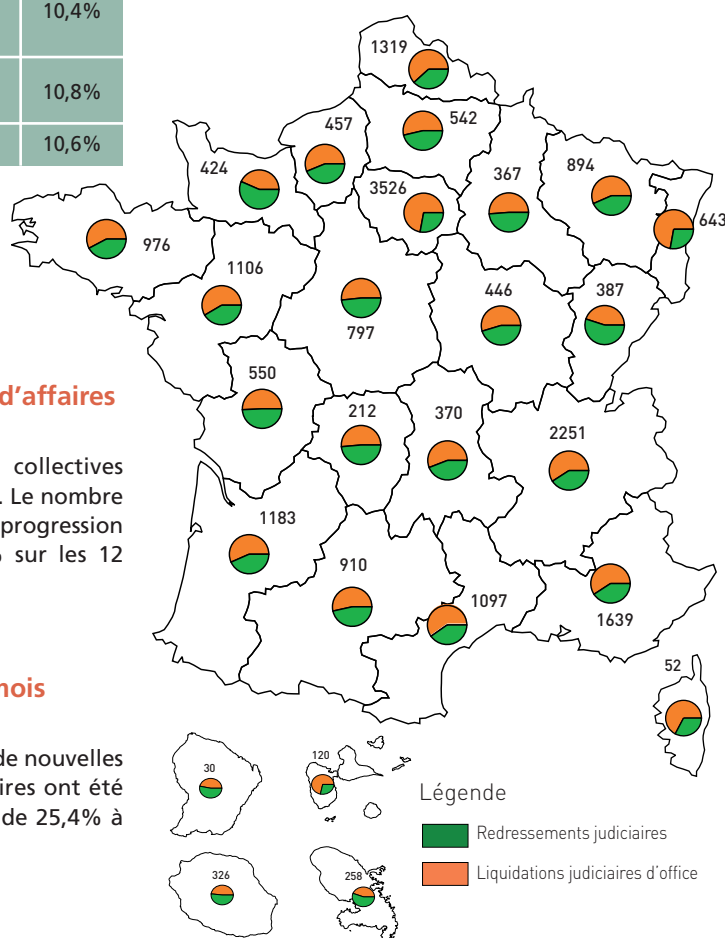
Evolution du nombre d'affaires ouvertes au titre de la garantie AGS en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire.

STATISTIQUES / Données au 4^e trimestre 2008

Nb d'affaires ouvertes	4 ^e trimestre 2008			Cumul		Evolution annuelle	
	oct	nov	déc	4 ^e trim. 08	12 mois glissants	4 ^e trim. 08	12 mois glissants
Liquidation judiciaire d'office	1 333	1 228	1 143	3 704	13 037	20,6%	10,4%
Redressement judiciaire	925	786	728	2 439	9 008	10,3%	10,8%
Total	2 258	2 014	1 871	6 143	22 075	16,3%	10,6%

CARTOGRAPHIE RÉGIONALE /

Nombre d'affaires AGS ouvertes en RJ et LJO par région au 31 mars 2009 (sur 12 mois glissants)



FAIT MARQUANT / Forte augmentation du nombre d'affaires AGS ouvertes au 4^e trimestre 2008

L'augmentation du nombre de nouvelles procédures collectives enregistrées par l'AGS s'est accélérée à la fin de l'année 2008. Le nombre d'affaires ouvertes au cours du 4^e trimestre 2008 est en forte progression avec +16,3% par rapport au 4^e trimestre 2007 et +10,6% sur les 12 derniers mois.

TENDANCE / Vers une progression continue sur 12 mois glissants au 1^{er} trimestre 2009

Selon les chiffres provisoires du 1^{er} trimestre 2009, le nombre de nouvelles procédures reste élevé : d'ores et déjà 4 439 nouvelles affaires ont été ouvertes en ce début d'année. Ces résultats sont supérieurs de 25,4% à ceux du 1^{er} trimestre 2008 au 31 mars 2008.

STATISTIQUES / Données provisoires au 1^{er} trimestre 2009

Nb d'affaires ouvertes	1 ^{er} trimestre 2009			Cumul	
	jan	fév	mars	1 ^{er} trim	12 mois glissants
Liquidation judiciaire d'office	1 159	1 017	471	2 647	12 395
Redressement judiciaire	753	712	327	1 792	8 455
Total	1 912	1 729	798	4 439	20 850

MÉTHODOLOGIE / Ces statistiques sont susceptibles d'évoluer en raison de la transmission des éléments à la DUA par les mandataires judiciaires pouvant être postérieure à la période de référence.

Les données provisoires au 31 mars 2009 font toujours apparaître la prédominance de quatre régions : Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Nord-Pas-de-Calais.

Les plus fortes augmentations annuelles du nombre de procédures collectives sur 12 mois glissants concernent quatre régions : +17,5% dans les Pays de la Loire, +17,1% en Basse-Normandie, +16,9% en Ile-de-France et +16,8% en Picardie.

Parmi les six régions en diminution figurent en haut de l'échelle la Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur et les DOM.

Par ailleurs, les liquidations judiciaires représentent la plus grande proportion des procédures dans l'ensemble des régions, à l'exception de la Basse-Normandie et de la Franche-Comté où la part des redressements judiciaires est supérieure à 50%.

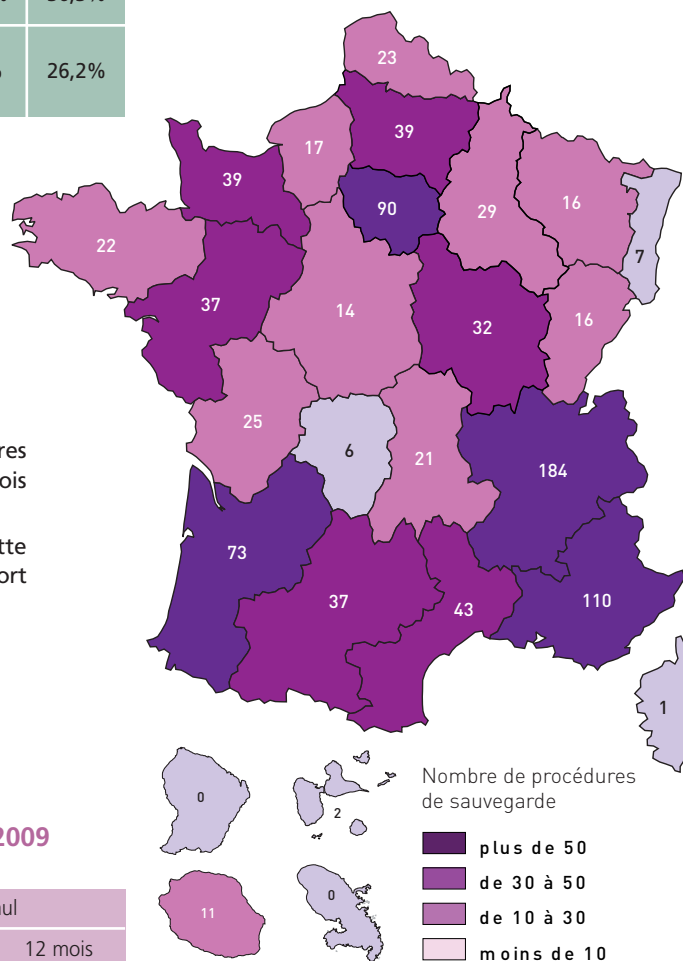
PROCÉDURES DE SAUVEGARDE

Évolution du nombre de procédures de sauvegarde ouvertes et d'interventions AGS en procédure de sauvegarde.

STATISTIQUES / Données au 4^e trimestre 2008

	4 ^e trimestre 2008			Cumul		Evolution annuelle	
	oct	nov	déc	4 ^e trim. 08	12 mois glissants	4 ^e trim. 08	12 mois glissants
Procédure de sauvegarde*	76	79	97	252	706	88,1%	36,3%
dont intervention de l'AGS**	12	15	8	35	154	2,6%	26,2%

CARTOGRAPHIE RÉGIONALE / Cumul au 1^{er} trimestre 2009 du nombre de procédures de sauvegarde ouvertes (sur 12 mois glissants)



TENDANCE / Augmentation significative du nombre de procédures de sauvegarde

Avec une évolution de +36,3% en 2008, le nombre de procédures de sauvegarde est toujours en très nette augmentation sur 12 mois glissants comme constaté au cours des trimestres précédents.

Les données provisoires du 1^{er} trimestre 2009 confirment cette tendance à la hausse avec une augmentation de +32,3% par rapport au 4^e trimestre 2008.

STATISTIQUES / Données provisoires au 1^{er} trimestre 2009

	1 ^{er} trimestre 2009			Cumul	
	jan	fév	mars	1 ^{er} trim. 09	12 mois glissants
Procédure de sauvegarde*	73	114	141	328	896
dont intervention de l'AGS**	3	4	1	8	131

FAIT MARQUANT / Concentration des procédures de sauvegarde dans 4 régions

Les tribunaux de commerce ayant prononcé le plus de procédures de sauvegarde sont situés en région Rhône-Alpes, concentrant 22% des procédures de sauvegarde ouvertes, puis en régions PACA, Ile-de-France et Aquitaine. Ces quatre régions concentrent plus de 46 % des procédures de sauvegarde ouvertes en 2008.

Trois régions voient leur nombre de procédures de sauvegarde augmenter sur les 12 derniers mois, en dépassant le seuil des 30 procédures ouvertes : la Basse-Normandie (+5%), Midi-Pyrénées (+4,2%) et Bourgogne (+3,9%).

MÉTHODOLOGIE / Ces statistiques sont susceptibles d'évoluer en raison des délais suivants :

* la publication de la procédure de sauvegarde par le Greffe peut être postérieure à la période de référence ;

** la conversion en redressement ou liquidation judiciaire et la transmission des relevés de créances par le mandataire judiciaire à la DUA peuvent être postérieures à la période de référence.

SALARIÉS

Evolution du nombre de salariés ayant nécessité l'intervention de la garantie AGS et du nombre des licenciements

	4 ^e trimestre 2008			Cumul		Evolution annuelle		1 ^{er} trimestre 2009			Cumul	
	oct	nov	déc	4 ^e trim. 08	12 mois glissants	4 ^e trim. 08	12 mois glissants	jan	fév	mars	1 ^{er} trim. 09	12 mois glissants
Nombre de bénéficiaires de la garantie AGS	22 919	22 979	23 521	69 419	235 062	59,5%	12,9%	34 525	32 127	30 707	97 359	267 965
Nombre de licenciements	12 357	9 986	12 646	34 989	114 525	21,9%	7,5%	8 221	9 760	3 634	21 615	110 344

MÉTHODOLOGIE / Les statistiques sur les licenciements figurant en italique sont susceptibles d'évoluer en raison du délai d'établissement puis de la transmission des relevés de créance entre le mandataire judiciaire et la DUA pouvant être postérieurs à la période de référence.

LEXIQUE / **Salariés bénéficiaires** : salariés ayant reçu au moins un paiement au titre de la garantie des salaires au cours de l'année. / **Licenciements** : concernent les salariés ayant une date de rupture du contrat de travail dans la période.

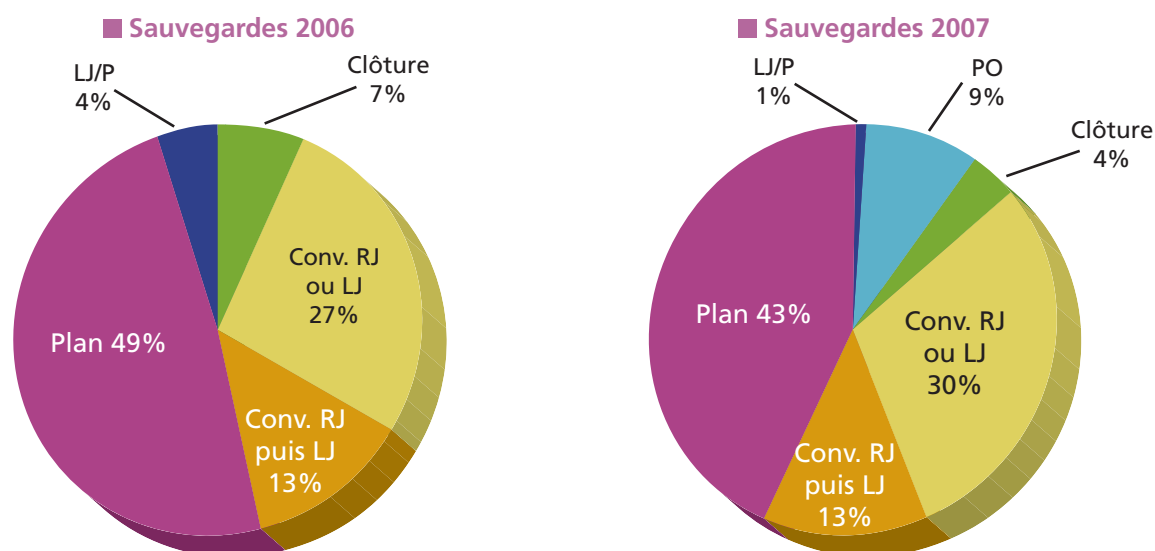
■ TENDANCE / Augmentation du nombre de bénéficiaires

L'augmentation constatée au 3^e trimestre 2008 se retrouve au 4^e trimestre 2008. En effet le nombre de bénéficiaires de la garantie AGS est en augmentation de +59,5 % au cours du 4^e trimestre par rapport à la même période de l'année passée. Sur 12 mois glissants, le nombre de bénéficiaires connaît également une évolution sensible de +12,9%.

Le nombre provisoire de salariés licenciés au 1^{er} trimestre 2009 suit la même tendance. Ce nombre s'apprécie avec un recul de 6 mois au minimum, néanmoins, les chiffres provisoires indiquent une augmentation très forte et laissent présager une année 2009 difficile.

CONVERSIONS DES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE

Situation des procédures de sauvegarde ouvertes en 2006 et 2007.



Sur l'ensemble des procédures de sauvegarde ouvertes en 2006, 54% ont abouti, à ce jour, à l'ouverture d'un plan de sauvegarde. Cela représente 275 affaires, dont 18 ont évolué en liquidation judiciaire, 1 en redressement judiciaire et 6 ont été clôturées.

Concernant l'année 2007, la part des procédures en plan de sauvegarde (43%) est en diminution et représente 230 affaires dont 7 ont été converties en liquidation judiciaire.

Plus d'informations sur le régime de garantie des salaires et la Délégation Unédic AGS sur Internet :

www.ags-garantie-salaires.org

Délégation Unédic AGS – 77, rue de Miromesnil – 75008 Paris
Tél. : 01 53 17 24 31 – Fax : 01 53 17 21 91 – E.mail : ags-dn@ags.unedic.fr